



FAITS MARQUANTS DE LA CRGAA 14

LUNDI 15 AVRIL 2013

La quatorzième session ordinaire de la Commission des ressources génétiques destinées à l'alimentation et à l'agriculture (CRGAA 14) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'est ouverte lundi 15 avril 2013, au siège de la FAO, à Rome, en Italie. Les délégués se sont réunis en séance plénière pour examiner les éléments transversaux relevant du Programme de travail pluriannuel de la Commission (PTPA), y compris: la préparation du rapport sur l'État de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde ; et les objectifs et indicateurs, y compris pour la biodiversité destinée à l'alimentation et à l'agriculture, les ressources phylogénétiques destinées à l'alimentation et à l'agriculture (RPGAA) et les ressources zoogénétiques destinées à l'alimentation et à l'agriculture (RZGAA).

SÉANCE D'OUVERTURE

La session a débuté avec une présentation vidéo expliquant l'importance des travaux de la Commission dans les efforts pour garantir les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire et la conception de systèmes alimentaires pour l'avenir. Le Président de la CRGAA, Brad Fraleigh (Canada), a ouvert la réunion en félicitant la FAO pour la clairvoyance dont elle a fait preuve en établissement de la Commission il y a 30 ans. Daniel Gustafson, Directeur général adjoint de la FAO, a déclaré que le travail de la CRGAA touche à l'ensemble des priorités stratégiques du travail de la FAO et lie les niveaux national et mondial en facilitant les évaluations menées par les pays et en menant des évaluations globales.

Braulio Ferreira de Souza Dias, Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique (CDB), a souligné la collaboration durable entre la CDB et la FAO, y compris leur programme de travail commun, visant à assurer à la fois la protection de la biodiversité et la sécurité alimentaire. Dias a souligné le rôle de la FAO dans l'élaboration d'indicateurs pour l'agriculture et les évaluations mondiales et dans le suivi. En ce qui concerne le changement climatique, il a insisté sur les possibilités d'atténuation ; le fait de considérer l'agriculture dans le cadre du paysage ; et les services écosystémiques, y compris la réduction des risques découlant de phénomènes météorologiques. Il a souligné le potentiel de complémentarité et de mise en œuvre harmonieuse du Protocole de Nagoya sur l'APA et le Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPG), et la coopération avec la CRGAA sur l'APA.

Linda Collette, Secrétaire de la CRGAA, a souligné les réalisations passées et les défis futurs de la Commission, notamment en ce qui concerne sa contribution à la mise en œuvre du document de résultat de Rio+20, et la sensibilisation sur la nécessité d'investir dans la conservation des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (RGAA). Elle a présenté un aperçu de l'ordre du jour de la CRGAA 14, y

compris l'adoption éventuelle de priorités stratégiques pour les ressources génétiques forestières. Elle a souhaité la bienvenue à la Biélorussie, au Monténégro, à Palau et aux Îles Marshall en tant que nouveaux membres de la CRGAA, et a remercié la Norvège, la Suède, l'Espagne, l'Allemagne et la Suisse pour leur soutien financier.

Le Président Fraleigh a fait état d'une consultation informelle conjointe des bureaux de la CRGAA et du TIRPG, qui s'est tenue le dimanche 14 avril, notant que les membres du Bureau ont appelé à davantage de réunions formelles pour discuter des implications juridiques, administratives et financières du transfert d'activités de la CRGAA au Conseil d'administration du TIRPG (CGRFA-14/13/23).

Le Président Fraleigh a annoncé que le membre du Bureau de la CRGAA Modesto Fernández Díaz-Silveira (Cuba) a été remplacé par Teresita Borges Hernández (Cuba), et a fait rapport sur le séminaire d'information spécial sur la biodiversité destinée à l'alimentation et à l'agriculture, qui s'est tenu le samedi 13 avril 2013. Un résumé de l'IIDD du séminaire est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/biodiv/cgrfa14/html/crsvol168num3e.html>.

QUESTIONS D'ORGANISATION: Le Secrétariat a présenté l'ordre du jour et le calendrier (CGRFA-14/13/1 et 2), en notant qu'il vise à faciliter l'examen du projet de plan stratégique. La déléguée a insisté sur la proposition d'introduire un cycle de dix ans pour le lancement des rapports sur l'État du monde, ce qui nécessiterait de modifier les dates de lancement de plusieurs rapports. La plénière a ensuite adopté l'ordre du jour et le calendrier.

QUESTIONS TRANSVERSALES

PRÉPARATION DU RAPPORT SUR L'ÉTAT DE LA BIODIVERSITÉ DESTINÉE À L'ALIMENTATION ET À L'AGRICULTURE DANS LE MONDE: Le Secrétariat a introduit les documents relatifs à ce point (CGRFA-14/13/3 et INF.23). Cuba, s'exprimant au nom de l'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES (GRULAC), a souligné la nécessité d'une assistance technique et financière au niveau national. Le Kenya, s'exprimant au nom de l'AFRIQUE, a souligné la nécessité d'une approche intégrée et de la participation des parties prenantes.

Le JAPON a recommandé de se concentrer sur l'analyse des lacunes, et a mis en garde contre l'inclusion des éléments d'un plan d'action dans le rapport. Les ÉTATS-UNIS ont suggéré que le rapport présente les enseignements acquis et les cas de réussites. Les Pays-Bas, s'exprimant au nom du GROUPE RÉGIONAL EUROPÉEN (GRE): ont noté que le rapport, le premier de son genre, proposera des conclusions préliminaires et incomplètes ; ont suggéré de développer des moyens pour assurer la participation des organisations concernées, dont la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) ; et ont souligné la nécessité d'intégrer systématiquement la



conservation des RGAA dans les autres processus. Le GRE, soutenu par les ÉTATS-UNIS, a suggéré d'accorder des priorités parmi les activités extrabudgétaires.

L'ÉQUATEUR a appelé à l'inclusion d'une étude thématique sur le rôle de la biodiversité dans la lutte contre le changement climatique. L'Australie, s'exprimant au nom du SUD-OUEST PACIFIQUE, s'est déclarée préoccupée par les rapports supplémentaires demandés aux pays, suggérant plutôt que la CRGAA examine l'information existante et identifie les lacunes, de sorte que les pays fournissent des renseignements supplémentaires si nécessaire. L'Iran, s'exprimant au nom du PROCHE-ORIENT, a suggéré que le rapport soit intégrateur et accorde la priorité à une synthèse transversale et régionale, et a demandé à ce que les centres d'excellence des pays en développement soient inclus dans le processus. Répondant aux questions, le Secrétariat a indiqué que 20 000 dollars par pays admissibles ont été prévus au budget pour participer à la préparation du rapport sur l'État de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde et a noté que ce rapport tient compte des ressources disponibles et des connaissances. L'Inde s'exprimant pour l'ASIE a demandé si le soutien financier sera fondé sur la taille du pays et le nombre de parties prenantes.

SEARICE a appelé à ce que le rôle crucial des petits producteurs dans la gestion des RGAA et l'application des droits des agriculteurs soient abordés. Le CENTRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET L'ENVIRONNEMENT a demandé l'adoption d'une vision holistique dans le rapport sur l'État de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde, OXFAM appelant à un rapport transversal. La PLATE-FORME POUR LA RECHERCHE SUR L'AGRO-BIODIVERSITÉ a recommandé une approche analytique intégrée prenant en compte les systèmes de production et les paysages.

Le Président Fraleigh a résumé la discussion en notant que, compte tenu de l'absence de grandes controverses, le Rapporteur et le Secrétariat rédigeront le rapport sur ce point.

OBJECTIFS ET INDICATEURS: Biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture: Le Secrétariat a présenté le document relatif à ce point (CGRFA-14/3/4).

L'Ouganda, s'exprimant au nom de l'AFRIQUE, a souligné les indicateurs pertinents par rapport aux objectifs d'Aichi, tels qu'énoncés dans le Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020. Le GRE a appelé à l'élaboration d'indicateurs d'ordre supérieur ou d'indicateurs principaux, et a souligné la nécessité de données fiables et accessibles pour suivre les progrès. Répondant à une question posée par le GRE à savoir si suffisamment de données fiables sont disponibles, la FAO a répondu que la base de données FAO/INFOODS sur la composition des aliments pour la biodiversité n'est pas complète, mais elle est utile pour évaluer la qualité nutritionnelle et le commerce en matière d'aliments. La SUISSE a suggéré d'inclure une référence aux Objectifs d'Aichi 3 (incitations) et 8 (pollution).

Le COMITÉ INTERNATIONAL DE PLANIFICATION POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE (CIP) a demandé que l'accent soit mis sur les connaissances des petits producteurs et les systèmes de semences informels. L'ÉQUATEUR a appelé à un processus participatif, incluant l'expertise des agriculteurs. L'ORGANISATION ARABE POUR LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE a noté que l'intégration des espèces sauvages dans les systèmes agricoles peut contribuer à la réalisation des objectifs d'Aichi.

RPGAA: Le Secrétariat a introduit les documents relatifs à ce point (CGRFA-14/13/4.1 Rev.1 et Inf. 9/Rev.1). Amar Tahiri (Maroc), Président du Groupe de travail technique intergouvernemental (GTTI) sur les RPGAA, a fait état des délibérations du GTTI et a présenté ses recommandations.

Concernant les projets d'indicateurs révisés pour le suivi de la mise en œuvre du deuxième Plan d'action mondial (PAM) sur les RPGAA, les ÉTATS-UNIS ont demandé un certain nombre de précisions, notamment si les indicateurs se rapportent au travail des gouvernements nationaux seulement, et ont noté qu'il peut être difficile de se procurer l'information, recommandant des échelles ou aires plus élargies plutôt que des collectes de données spécifiques. Soulignant la nécessité d'objectifs et d'indicateurs réalistes et fiables, le GRE a demandé leurs révision et réduction,

et a déclaré que la région proposerait des indicateurs prioritaires qui pourraient remplacer une longue liste d'indicateurs. L'ÉQUATEUR a appelé à l'élaboration d'indices composites. Commentant l'activité prioritaire consistant à aider les agriculteurs à restaurer les systèmes de culture lors des situations de catastrophes, L'ÉRYTHREE a déclaré qu'elle s'apparentait davantage à de l'aide alimentaire et a exprimé sa préférence pour mettre plutôt l'accent sur la sélection végétale participative et la conservation in situ.

SEARICE a demandé que la contribution des petites exploitations mixtes soit mise en évidence. Soulignant la nécessité d'indicateurs applicables au niveau mondial qui tiennent compte des réalités des pays, BIOVERSITY INTERNATIONAL a appelé à l'adoption d'indicateurs au cours de cette session, et a souligné la nécessité d'un accord sur une norme pour déterminer l'état de risque permettant d'identifier les RGAA qui sont menacées. Le GRE s'est opposé à l'adoption de la liste dans sa forme actuelle, tandis que l'ÉQUATEUR a noté que la liste a été approuvée par le GTTI sur les RPGAA. Le Président Fraleigh a créé un groupe restreint chargé d'examiner la question, notant qu'il n'y avait pas d'autres objections aux objectifs proposés et à un certain nombre de recommandations.

Ressources zoogénétiques: Le Secrétariat a introduit les documents relatifs à ce point (CGRFA-14/13/4.2 et Inf.5). Le GRE a suggéré d'inclure d'autres facteurs de risque pour les races, tels que la concentration démographique et le niveau de consanguinité. L'ASIE a proposé d'inclure les mécanismes d'échange mondiaux et régionaux comme sources d'information pour la catégorisation des races. L'ÉTHIOPIE a recommandé la réalisation d'études pilotes et d'inclure la contribution des organisations spécialisées en ce qui concerne les tendances de la situation de risque auxquels font face les races.

Le CANADA a recommandé que le projet de développement des définitions de « production et consommation durables » et « gestion durable » dans le secteur de l'élevage comprenne des éléments de fonctionnalité et soit adapté à chaque région ou localité. Les ÉTATS-UNIS ont exhorté au développement de définitions qui reconnaissent les spécificités liées aux pays, à l'économie, au temps et aux consommateurs. Le Secrétariat a expliqué que les définitions seront développées à travers une consultation technique avec les parties prenantes et la participation de la CDB, et seront ensuite examinées par le GTTI sur les ressources zoogénétiques, qui présentera des recommandations à la Commission. L'ARGENTINE a estimé que le développement de ces définitions va au-delà du mandat de la FAO et de la CDB.

L'ORGANISATION ARABE POUR LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE a soulevé des questions concernant les ressources zoogénétiques sauvages, le Secrétariat expliquant que la définition de la FAO comprend actuellement les animaux domestiques ou potentiellement domestiques destinés à l'alimentation, ainsi que les animaux sauvages et les espèces sauvages parentes des espèces actuellement domestiquées, mais exclut la viande de brousse qui relève de la foresterie.

DANS LES COULOIRS

La ville éternelle de Rome a réservé un accueil ensoleillé aux délégués qui sont arrivés pour la session marquant le trentième anniversaire de la Commission. Comme de nombreux participants ont mis en évidence, ce qui a commencé comme une commission consacrée aux plantes a évolué au-delà des prévisions, pour aborder toute la gamme des ressources génétiques des forêts aux micro-organismes, en plus d'une liste croissante d'éléments transversaux. Avec plusieurs rapports de l'État du monde prévus pour paraître, y compris le rapport sans précédent portant sur la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture, « la rationalisation de nos méthodes de travail et le renforcement de la coordination sont plus que jamais urgents », a estimé un participant. Alors que les délégués retroussaient leurs manches pour une semaine qui s'annonce chargée, bon nombre d'entre eux signalaient le projet de priorités stratégiques pour les ressources génétiques forestières en tant que principal résultat de fond attendu à cette session.